

**LES OPINIONS**

**POUR**

**Verbeken :**  
«C'est formidable»

Interrogé par *Le Quotidien* sur le plan Juncker, le PDG d'ING Luxembourg, Luc Verbeken, a exprimé son avis. «Le plan Juncker crée un levier pour aboutir à 315 milliards d'euros sur trois ans. C'est formidable. On peut se demander si c'est suffisant, et c'est déjà un grand challenge.» Il s'agit aussi «d'un succès d'avoir pu concrétiser ça».

**CONTRE**

**Varoufakis :**  
«Une plaisanterie»

Le site du journal français *L'Express*, a interrogé hier l'ancien ministre des Finances grec Yanis Varoufakis. Son avis sur le plan Juncker est très tranché : «C'est une plaisanterie. Il se fonde sur un raisonnement faux : pousser le secteur privé à investir grâce à une garantie de l'État. Mais le déficit de croissance ne va pas encourager les entrepreneurs, même si les États assurent une partie de leurs potentielles pertes (les premiers 10 %). Le vrai montant du plan Juncker ne dépasse pas dix milliards d'euros, loin des 350 milliards annoncés.»

**Les dates clés**

**26 NOVEMBRE 2014**

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, et le président de la BEI, Werner Hoyer, présentent le plan d'investissement pour l'Europe au Parlement européen à Strasbourg.

**13 JANVIER 2015**

Proposition législative de la Commission européenne pour établir «le Fonds européen pour les investissements stratégiques» (FEIS).

**22 AVRIL 2015**

La BEI propose les premières opérations de financement avec le FEIS.

**12 MAI 2015**

La première transaction avec le FEIS a été signée en France.

**MAI-JUIN 2015**

Conclusion des négociations et adoption de la réglementation sur le FEIS par les institutions européennes.

**22 JUILLET 2015**

Signature de l'accord sur le FEIS entre la BEI et la Commission européenne.

# Un plan pour le futur

Le plan d'investissement pour l'Europe, plus connu sous le nom de «plan Juncker» était récemment l'objet d'une intervention de Werner Hoyer, le président de la BEI.



Lors de son discours, le chef de la Banque européenne d'investissement a abordé la question de l'investissement en période de crise économique et a détaillé les trois composantes du plan qui devrait lever 315 milliards d'euros en trois ans.

De notre journaliste  
**Aude Forestier**

On en entend souvent parler, mais on ne sait pas vraiment de quoi il s'agit. «Plan Juncker», «plan d'investissement pour l'Europe», deux appellations pour un seul projet : combler le manque d'investissements et stimuler la compétitivité au sein de l'Union européenne. Werner Hoyer, président de la Banque européenne d'investissement a expliqué, fin octobre devant un public attentif, dans les locaux de sa banque, sous l'impulsion du «Bridge Forum Dialogue» les tenants et les aboutissants de ce plan de financement.

Au début de son allocution, Werner Hoyer a décrit ce qu'il appelle «la crise de l'investissement en Europe». Pour lui, «depuis le début de la crise financière et économique, un manque d'investissement prononcé a mené à une plus grande réduction de la croissance de la productivité, qui était déjà basse, dans les secteurs importants de l'économie». Il appuie sa pensée par une série de chiffres. Le total des investissements en Europe est actuellement 15% plus bas qu'en 2007. «En comparant avec le pic de 2007, le volume des investissements a baissé d'à peu près 430 milliards en termes absolus et à 19,3% du PIB. C'est 2% en dessous de la moyenne à long terme», explique-t-il.

➤ **Un écart d'investissement grandissant**

Abordant la question de l'énergie et de l'efficacité énergétique, Werner Hoyer n'hésite pas à dire que plus de 100 milliards d'euros par an seraient nécessaires en plus «de ce qui a été envisagé». Il continue son énumération en abordant la question des infrastructures de transport en Europe. Il faudrait, selon lui, allouer encore 50 milliards d'euros en un an pour combler l'écart. «Pour un besoin urgent d'expansion des réseaux internet à haut débit et des centres de données, le montant requis atteint les 55 milliards d'euros par an», affirme-t-il. Enfin, les installations en eau et d'assainissement, en incluant les protections contre les inondations demanderaient 90 milliards par an.

Si on additionne tous ces montants, «vous arrivez à un nombre de plus de 500 milliards par an, qui peut être considéré comme une indication de l'extension de

l'écart d'investissement en Europe».

D'après le président de la Banque européenne d'investissement, le but de l'énumération de ces données n'est pas «de donner une image pessimiste du futur de l'économie du continent», mais plutôt d'attirer l'attention sur le développement et de «vous fournir certaines preuves avec lesquelles cette évolution peut être mise au premier plan, menant à un scénario plus optimiste». Il est certain que toutes les sommes nécessitent un financement autre que public.

➤ **Un fonds pour des activités plus risquées**

En rencontrant Jean-Claude Juncker lors de l'été 2014, alors encore futur président de la Commission européenne, Werner Hoyer a énuméré les données qu'il venait de délivrer au public. Après les avoir entendues, Jean-Claude Juncker aurait demandé ce qu'il fallait faire pour «sortir du cercle vicieux des investissements bas, de la croissance faible, de l'augmentation des dépenses publiques et quel rôle la BEI pourrait jouer».

Car la Banque est l'un des acteurs principaux du plan, avec le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS). Celui-ci est doté de 21 milliards d'euros venant, d'un côté de la Commission européenne (une garantie de 16 milliards d'euros dans le budget de l'Union européenne), et de l'autre de la BEI avec cinq milliards.

Les montants de garantie permettraient à la BEI et au Fonds européen d'investissement de développer des activités plus risquées. L'argent peut être prêt à des entreprises de toutes tailles, notamment des PME (65000) et des entreprises dites «Midcap» c'est-à-dire avec une capitalisation en Bourse moyenne, entre deux et dix milliards de dollars, dans l'Union européenne, des services collectifs, des établissements publics, des plateformes d'investissement. De même, l'argent peut être prêt à des banques nationales de développement ou d'autres établissements bancaires accordant des prêts intermédiaires : qui rétrocèdent ensuite les fonds à des bénéficiaires finaux (PME).

Ce Fonds européen pour les investissements stratégiques est donc le premier pilier du plan. Le second étant le renforcement des activités de la Banque dans le cadre de la plateforme européenne de conseil en investissement. Cette plateforme comporte un guichet unique offrant un éventail complet de services de conseil et d'assistance technique.

Enfin, le plan a aussi pour ambition de «lever les barrières de l'investissement», pointe Werner Hoyer.

Les fonds du plan Juncker serviront à financer tous types d'entreprises dans l'Union européenne.

## Qui est Werner Hoyer?

Président de la Banque européenne d'investissement (BEI) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, Werner Hoyer est titulaire d'un doctorat en économie de l'université de Cologne. Il a commencé sa carrière professionnelle en tant qu'assistant de recherche senior à l'université de Cologne et est devenu maître de conférences dans le domaine des relations économiques internationales. En 1985, il devient directeur du département de l'économie et de l'information de la Carl Duisberg Society à Cologne. En 1987, il devient membre du Bundestag. Il y restera jusqu'au 31 décembre 2011. Il a également été ministre d'État (vice-ministre des Affaires étrangères) de 1994 à 1998, puis de 1999 à la fin de l'année 2011.



Photo : Hervé Montagu

## Plus de financements

C'est le souhait de la France pour le plan Juncker durant l'année 2016.

Le ministre français des Finances, Michel Sapin, a averti fin octobre que 2016 devait être «l'année pleine» du plan Juncker, projet phare de relance de l'investissement en Europe, annoncé avec fracas il y a près d'un an sans grande avancée concrète depuis. Recevant à Paris le président de la Banque européenne d'investissement (BEI), Werner Hoyer, Michel Sapin «a insisté sur le fait que 2016 devait être l'année pleine du plan Juncker, avec davantage de financements de projets innovants et risqués, en travaillant tout particulière-

ment sur des projets de financement transfrontaliers». La BEI doit être le bras armé du plan Juncker - qui avec 16 milliards d'euros de mise de départ venant du budget de l'Union européenne, et cinq milliards supplémentaires apportés par la banque elle-même - est censée déclencher plus de 300 milliards d'euros d'investissements afin de ranimer durablement la croissance. À Bercy, on attend que la BEI, sans tailler dans ses investissements traditionnels en matière d'infrastructure, consomme ce capital pour des projets plus audacieux.

## La BEI en quelques mots

Comme son nom l'indique, la Banque européenne d'investissement est la banque de l'Union européenne. Les 28 États membres sont ses actionnaires. À la fois établissement bancaire et institution de l'Union européenne, elle soutient financièrement des projets qui contribuent à la croissance, à l'emploi, à la cohésion sociale et à la viabilité environnementale en Europe ainsi que dans d'autres pays dans le monde.



Photo : archives.lq

Le siège de la BEI se situe sur le plateau du Kirchberg à Luxembourg. Il existe des bureaux extérieurs qui appuient ses activités en Europe et sur les autres continents.